Intervention d'Alain Lambert, ministre délégué au Budget

Diner-débat du Club des entrepreneurs

26 septembre 2003

Monsieur le maire, Daniel Duglery,

Mesdames et messieurs, chers amis,

C'est avec un réel plaisir que je réponds à l'invitation de de Henri Mazet, votre président, à venir ce soir, à la rencontre des forces vives de Montluçon et de son agglomération.

Ce plaisir est d'autant plus grand que je retrouve une certaine quiétude à retrouver la province, loin de l'agitation qui entoure toujours la présentation du projet de budget.

Je me réjouis aussi de cette rencontre avec vous, qui exercez le beau métier d'entrepreneur. Ces occasions sont trop rares.

Avant le jeu des questions-réponses, je souhaiterais partager avec vous une réflexion *« quelle politique budgétaire pour une France plus compétitive ? ».*

Encourager le travail, favoriser l'emploi et préparer l'avenir.

Nous maintenons le cap : nous voulons encourager le travail, favoriser l'emploi et préparer l'avenir

1. Engager durablement la croissance et l'emploi

Malgré les doutes et les difficultés, nous sommes déterminés à mener de front baisse des prélèvements, réduction des déficits et modernisation de notre économie, afin que la France et les Français puissent profiter du vent de la reprise annoncée, avant de renouer avec une croissance durable.

Parmi nos valeurs, figure *la dignité de la personne*. A ce titre, nous plaçons au cœur de notre stratégie, la primauté et la dignité du travail. Il faut que « le travail paye davantage".

Cette restauration de la valeur travail est capitale pour chacun d'entre nous, comme pour la France. Songeons à notre retard structurel de croissance :

Il nous manque 1% (depuis 1980, plus de 2% l'an en France et en Europe contre plus de 3% aux Etats-Unis. Même avec la croissance, le taux de chômage n'est jamais inférieur à 8,5%. Faible taux d'activité (jeunes et travailleurs âgés) et d'heures travaillées par salarié.

Refusons la logique de l'assistance qui décourage et nous appauvrit tous. Chaque Français ne peut tout attendre de son pays, il doit aussi penser à ce qu'il peut lui apporter

▸ Nous voulons poursuivre la baisse des impôts et des charges pour que chaque Français puisse disposer du fruit de son travail.

Baisse de l'impôt sur le revenu. Revalorisation de la Prime pour l'emploi (PPE). Relèvement du SMIC.

▸ Nous voulons encourager l'initiative, "la France qui entreprend" par le soutien à l'innovation technologique, à la formation, et à l'attractivité de notre territoire

Nouvelles baisses de charges sur les bas salaires, simplification administrative, statut des jeunes entreprises innovantes, crédit impôt recherche incitatif.

Chassons l'idée du déclin de la France. Car la France peut se relever.
Ses atouts : la taille du marché, la position géographique au cœur de l'Europe, la qualité des infrastructures de transport et de télécommunication, la qualité de la main d'œuvre et son adaptabilité, etc

2) Assainir nos finances pour préparer l'avenir

Nous voulons rétablir les grands équilibres de nos finances et respecter nos engagements européens.

- ***La spirale infernale de la dépense est stoppée*, préalable essentiel au redressement de nos finances. Elle n'augmentera pas plus que l'inflation en 2004.**

La France est une cigale, avec des prélèvements parmi les plus élevés du monde (53,5% du PIB)
L'écart avec la moyenne européenne égale le produit de l'IR + celui de l'IS, ou encore la totalité de la CSG et de la TH. Ce différentiel est prélevé tôt ou tard sur les agents économiques.

- ***Le déficit se réduit***

Nous avons pris l'engagement de le réduire en deçà de 3 points de PIB en 2005, puis le diviser par 2 d'ici 2007, et d'amorcer le reflux décisif de notre énorme dette.

Le solde du PLF s'établit à – 54 Mds€. A structure constante, il aurait été de – 54 Mds€ soit 2 M€ de déficit de moins que le déficit prévisionnel de 2003 (56 Mds€)

- **La *restructuration des effectifs publics* s'accélère**

Près de 10 000 départs à la retraite ne seront pas remplacés. 5 178 emplois seront créés dans les secteurs prioritaires. Au total, 4 568 emplois budgétaires seront supprimés. C'est la 1ère fois en 30 ans que 2 budgets successifs présentent une diminution nette d'emplois budgétaires.

Cette politique sera poursuivie : seule la maîtrise sur le moyen terme de la dépense peut rendre durables et efficaces les *baisses d'impôts et les allègements de charges.*

Mes 7 « commandements », pour faire triompher le bon sens au service de la France et de l'avenir de nos enfants

1) *Ne jamais faire avec l'argent des Français ce qu'on ne ferait pas avec son propre argent*. Cesser de dire que l'Etat paiera. Une seule certitude : à chaque fois que l'on demande plus, le contribuable paiera.

2) *Ne pas transmettre à nos enfants les difficultés que nous n'aurions pas eu le courage d'affronter, ni la dette que nous aurions eu la lâcheté de laisser filer.*

Preuve de cette inconséquence, les dépenses bénéficient au fonctionnement, pas à l'investissement.

3) *Ne pas céder à la dictature du « toujours plus »*

Il n'est pas légitime de dépenser autant. Une croissance plus élevée passe par la baisse des prélèvements. Un bon budget n'est pas forcément un budget en augmentation. Nous sommes capables de progrès.

4) *Ne pas sortir le chéquier du contribuable à la première difficulté*

Les difficultés auxquels sont confrontés les Français ne se règlent pas seulement à coup de rallonges budgétaires. Interrogeons-nous sur les inadaptations structurelles et les moyens de les lever.

5) *Ne pas céder à la tyrannie du court terme*

Le « temps politique » n'est pas celui de la modernisation. Il est trop court pour raisonner, débattre et agir sur le moyen et le long terme. La modernisation de la France ne peut se faire en un an, pas plus que ses exigences ne peuvent suivre le calendrier électoral.

- ***La réforme des retraites* a nécessité 1 année, après 20 ans de réflexion et des milliers de pages de rapports**
- ***Le développement durable* est une exigence du présent pour des résultats tangibles seulement pour les prochaines générations**

6) *Respecter la parole donnée*

Faire ce que l'on dit, et dire ce que l'on fait, voilà l'exigence première de l'engagement politique et de l'éthique démocratique. Pour moi, l'engagement politique se fonde sur des valeurs fortes, et le <u>courage</u> de les défendre, condition première du retour de la confiance.

La poursuite de la baisse des impôts, notamment de l'impôt sur le revenu a été un engagement pris devant les Français, et nous travaillons à le respecter avec constance, détermination.

7) Formuler en toute clarté nos choix

Pour gagner la confiance, nous devons affirmer avec force et fierté notre détermination à mettre en œuvre une politique budgétaire qui redonne du sens et de l'espoir aux Français, mais aussi les réformes attendues.

Finir sur une note de confiance : l'avenir, une chance à saisir

Notre politique appelle à *jeter plus loin notre regard*, à *dépasser l'horizon du quotidien* pour éveiller en chacun la part d'espérance, de volonté et de confiance pour « réenchanter » notre pays.

Chaque Français ne peut tout attendre de son pays, il doit aussi penser à ce qu'il peut lui apporter.

Nous souhaitons poser notre politique économique sur des fondements solides pour préparer l'avenir, en rendant la France plus compétitive. Et ainsi lui redonner la place qui doit rester la sienne dans le concert du monde.

……